

— la politique économique et de l'énergie telle que prévue à l'article 6, § 1er, VI et VII de la loi spéciale, à l'exception de la politique des débouchés et des exportations, ainsi que des richesses naturelles;

— les relations extérieures en ce compris les relations avec les communautés et les autres Régions (accords de coopération);

— les travaux subsidiés relatifs aux compétences précitées;

Art. 4. M. J.L. Thys, secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise, a dans ses attributions :

— la politique de l'aménagement du territoire, telle que définie à l'article 6, § 1er, I de la loi spéciale;

— la politique des espaces verts telle que définie à l'article 6, § 1er, III, 3e de la loi spéciale;

— la politique des travaux publics telle que définie à l'article 6, § 1er, X de la loi spéciale à l'exception du 0°;

— l'informatique, la planification et la statistique régionale;

— la politique des débouchés et des exportations telle que définie à l'article 6, § 1er, VI, 3° de la loi spéciale;

— les travaux subsidiés relatifs aux compétences précitées.

Art. 5. M. J. Valkeniers, secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise, a dans ses attributions :

— la politique du logement, telle que définie à l'article 6, § 1er, IV de la loi spéciale, en ce compris la rénovation du logement social et la tutelle sur la Société du Logement de la Région bruxelloise;

— la politique de l'eau telle que définie à l'article 6, § 1, V de la loi spéciale;

— la politique de la rénovation rurale et la conservation de la nature, telle que définie à l'article 6, § 1er, III de la loi spéciale;

— la politique de l'environnement, telle que définie à l'article 6, § 1er, II de la loi spéciale;

— la politique de l'exploitation de richesses naturelles, telle que définie à l'article 6, § 1er, VI, 5e de la loi spéciale;

— les travaux subsidiés relatifs aux compétences précitées.

Art. 6. L'arrêté royal du 31 mai 1988 fixant les compétences ministérielles pour les affaires de la Région bruxelloise est abrogé.

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1989.

Art. 8. Notre Ministre de la Région bruxelloise et Nos Secrétaires d'Etat à la Région bruxelloise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 février 1989.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Région bruxelloise,
P. MOUREAUX

Le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,
J.-L. THYS

Le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,
J. VALKENIERS

MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 89 — 433

9 JANVIER 1989. — Arrêté royal organisant les examens permettant aux candidats juges sociaux ou juges consulaires, effectifs ou suppléants, de satisfaire au prescrit de la loi du 15 mai 1987 modifiant l'article 206 du Code judiciaire

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 mai 1987 modifiant l'article 206 du Code judiciaire,

— het economisch beleid en het energie beleid, zoals bepaald in artikel 6, § 1, VI en VII van de bijzondere wet, metg uitzondering van het afzet- en uitvoerbeleid en van de natuurlijke rijkdommen;

— de externe betrekkingen, met inbegrip van de betrekkingen met de Gemeenschappen en de andere Gewesten (samenwerkingsakkoorden);

— de gesubsidieerde werken met betrekking tot de voornoemde bevoegdheden;

Art. 4. De heer J.L. Thys, Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest, is bevoegd voor :

— het beleid inzake ruimtelijke ordening, zoals bepaald in artikel 6, § 1, I van de bijzondere wet;

— het beleid inzake groene ruimten zoals bepaald in artikel 6, § 1, III, 3 van de bijzondere wet;

— het beleid inzake openbare werken zoals bepaald in artikel 6, § 1, X, van de bijzondere wet van de bijzondere wet met uitzondering van 0°;

— de gewestelijke informatica, planning en statistiek;

— het afzet- en uitvoerbeleid, zoals bepaald in artikel 6, § 1, VI, 3° van de bijzondere wet;

— de gesubsidieerde werken met betrekking tot de voornoemde bevoegdheden.

Art. 5. De heer J. Valkeniers, Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest, is bevoegd voor :

— het huisvestingsbeleid zoals bepaald in artikel 6, § 1, IV, van de bijzondere wet met inbegrip van de renovatie van de sociale huisvesting en het toezicht op de Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij van het Brusselse Gewest;

— het tewerkstellingsbeleid zoals bepaald in artikel 6, § 1, IX van de bijzondere wet met inbegrip van het toezicht op de R.V.A. en de B.G.D.A.;

— het beleid inzake landinrichting en natuurbehoud zoals bepaald in artikel 6, § 1, III van de bijzondere wet;

— het leefmilieubeleid, zoals bepaald in artikel 6, § 1, II, van de bijzondere wet;

— het uitbatingsbeleid van de natuurlijke rijkdommen zoals bepaald in artikel 6, § 1, VI, 5° van de bijzondere wet;

— de gesubsidieerde werken met betrekking tot de voornoemde bevoegdheden.

Art. 6. Het koninklijk besluit van 31 mei 1988 tot bepaling van de ministeriële bevoegdheden voor de aangelegenheden van het Brusselse Gewest wordt opgeheven.

Art. 7. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1989.

Art. 8. Onze Minister van het Brusselse Gewest en Onze Staatssecretarissen voor het Brusselse Gewest zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 februari 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van het Brusselse Gewest,
P. MOUREAUX

De Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest,
J.-L. THYS

De Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest,
J. VALKENIERS

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 89 — 433

9 JANUARI 1989. — Koninklijk besluit tot regeling van de examens waarbij kandidaat werkende of plaatsvervangende rechters in sociale en in handelszaken in de gelegenheid gesteld worden te voldoen aan het voorschrift van de wet van 15 mei 1987 tot wijziging van artikel 206 van het Gerechtelijk Wetboek

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 mei 1987 tot wijziging van artikel 206 van het Gerechtelijk Wetboek;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 13 septembre 1988;

Vu l'accord de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, donné le 13 septembre 1988;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que, vu l'installation le 1^{er} septembre 1988 de juridictions de langue allemande, il est indispensable de pouvoir organiser à bref délai des examens portant sur la connaissance de la langue allemande;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les membres du jury chargé de procéder aux épreuves orales et écrites portant sur la connaissance de l'allemand ou du français mentionnée à l'article 206 du Code judiciaire, ainsi que leurs suppléants qui doivent répondre aux conditions prévues pour les membres effectifs qu'ils sont appelés à remplacer, sont nommés par Nous. Le Ministre de la Justice désigne un secrétaire et un secrétaire suppléant parmi les membres du jury.

Art. 2. Le président veille à la régularité des opérations et il a la police des séances d'examen. Le secrétaire rédige les procès-verbaux qui sont consignés dans un registre ad hoc et il tient les écritures.

Art. 3. Il y a annuellement une session d'examen : elle s'ouvre le premier mardi du mois de novembre.

Des sessions extraordinaires peuvent être organisées en cas de nécessité.

Art. 4. Le jury siège au lieu et dans le local désigné par le Ministre de la Justice et aux heures à déterminer par lui.

Il se réunit tous les jours, les dimanches et jours fériés légaux exceptés.

La présence des cinq membres du jury est requise pour délibérer.

Art. 5. Toute demande d'inscription est adressée par lettre recommandée au Ministre de la Justice; elle fait mention de la langue sur la connaissance de laquelle le candidat entend être interrogé.

Un avis inséré au *Moniteur belge* un mois au moins avant l'ouverture de chaque session indique le délai pendant lequel les inscriptions pourront être prises.

Le Ministre de la Justice adresse la liste au président du jury, qui procède sans retard, avec l'assistance du secrétaire, à un tirage au sort établissant l'ordre dans lequel les candidats seront examinés.

Le Ministre les avertit par lettre recommandée du jour auquel ils seront appelés à se présenter.

Il devra s'écouler un délai de huit jours au moins entre le jour de l'envoi de la lettre recommandée et celui où les examens doivent avoir lieu.

Art. 6. Les frais d'examen sont fixés à 200 francs; ils sont acquittés lors de l'inscription.

Art. 7. L'épreuve orale est publique; elle précède l'épreuve écrite et consiste :

1^o dans la lecture à haute voix d'un ou de plusieurs textes de loi rédigés dans la langue faisant l'objet de l'examen. Ces textes se rapportent au droit commercial et au droit social;

2^o dans une conversation sur un sujet de la vie courante.

Les candidats sont appelés à tour de rôle en séance publique, selon l'ordre qui leur a été assigné par le tirage au sort.

L'épreuve orale a une durée maximum d'une demi-heure.

Tous les candidats ayant été interrogés et s'étant retirés, le jury délibère séance tenante et décide s'il y a lieu de les admettre à l'épreuve écrite. Le résultat de la délibération est inscrit au procès-verbal et proclamé immédiatement en séance publique.

Si le nombre des candidats est trop grand pour qu'il soit possible de procéder pour tous en une seule séance aux opérations susdites, le jury divise la liste en deux ou plusieurs séries, suivant l'ordre du tirage au sort. Le jury délibère séance tenante à huis clos sur l'examen des candidats de chaque série.

Gelet op het akkoord van Onze Minister van het Openbaar Ambt, gegeven op 13 september 1988;

Gelet op het akkoord van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting, gegeven op 13 september 1988;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat, gezien de installatie op 1 september 1988 van rechtbanken die rechtspreken in het Duits, het volstrekt noodzakelijk is ten spoedigste examens over de kennis van het Duits te kunnen organiseren;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De leden van de examencommissie belast met het afnemen van het mondeling en schriftelijk examen over de kennis van het Duits of het Frans bedoeld in artikel 206 van het Gerechtelijk Wetboek, alsmede de plaatsvervangers die moeten voldoen aan de voorwaarden gesteld voor de werkende leden die zij dienen te vervangen, worden door Ons benoemd. De Minister van Justitie wijst uit de leden van de examencommissie een secretaris en een plaatsvervangend secretaris aan.

Art. 2. De voorzitter waakt over de regelmatigheid van de verrichtingen en handhaaft de orde op de vergaderingen. De secretaris maakt de notulen op, deze worden in een daartoe bestemd register ingeschreven. Hij houdt ook de geschriften bij.

Art. 3. Er is jaarlijks één examenzitting : deze zitting neemt een aanvang de eerste dinsdag van de maand november.

In geval van noodzaak kunnen buitengewone zittingen worden gehouden.

Art. 4. De examencommissie houdt zitting in de plaats en in het lokaal aangewezen door de Minister van Justitie en op de door hem vast te stellen uren.

Zij vergadert elke dag, uitgezonderd op zondag en wettelijke feestdagen.

De aanwezigheid van de vijf examinatoren is voor de beraadslaging vereist.

Art. 5. De vragen tot inschrijving worden bij ter post aangetekende brief aan de Minister van Justitie gezonden; zij vermelden de taal waarover de kandidaat wenst te worden ondervraagd.

In een bericht dat ten minste een maand voor de opening van iedere zitting in het *Belgisch Staatsblad* wordt opgenomen, wordt de termijn voor het nemen van de inschrijvingen opgegeven.

De lijst wordt door de Minister van Justitie toegezonden aan de voorzitter van de examencommissie die, bijgestaan door de secretaris, onverwijld overgaat tot de loting om de volgorde vast te stellen waarin de kandidaten zullen worden ondervraagd.

De Minister deelt hun bij aangetekende brief mede op welke dag zij zich moeten aanmelden.

Tussen de dag waarop de aangetekende brief wordt toegestuurd en de dag waarop de examens plaats hebben, moet ten minste een periode van acht dagen verlopen.

Art. 6. De examenkosten zijn op 200 frank vastgesteld; zij worden bij de inschrijving voldaan.

Art. 7. Het mondeling examen geschiedt in het openbaar; het gaat het schriftelijk examen vooraf en bestaat in :

1^o het luidop lezen van één of meer wetteksten, gesteld in de taal waarover het examen loopt. Die teksten hebben betrekking op het handelsrecht en het sociaal recht;

2^o een onderhoud over een onderwerp uit het dagelijks leven.

De examinandi worden beurtelings, naar de volgorde welke bij de loting werd vastgesteld, in de openbare vergadering opgeroepen.

Het mondeling examen duurt ten hoogste een half uur.

Wanneer al de examinandi ondervraagd zijn en zich verwijderd hebben, beraadslaat de examencommissie op staande voet en beslist of zij tot het schriftelijk examen kunnen toegelaten worden. De uitslag van de beraadslagen wordt in de processen-verbaal vermeld en onmiddellijk in openbare zitting afgekondigd.

Is het aantal examinandi te groot om in een enkele vergadering voor allen de voormelde verrichtingen te kunnen ten einde brengen, dan verdeelt de examencommissie de lijst in twee of meer reeksen, naar de volgorde van de uitloting. De examencommissie beraadslaat op staande voet en met gesloten deuren over het examen der examinandi van iedere reeks.

Art. 8. Les candidats admis à l'épreuve écrite prennent place dans la salle suivant l'ordre du tirage au sort.

L'épreuve écrite consiste dans la rédaction d'un commentaire, dans la langue faisant l'objet de l'examen, portant sur un jugement ou un arrêt rédigé dans l'autre langue.

L'épreuve écrite a lieu sous la surveillance du jury et a une durée de deux heures.

Les candidats ne peuvent communiquer entre eux; ils peuvent se servir de livres et de dictionnaires juridiques, ainsi que des codes.

Après chaque série d'épreuves, le jury délibère, à huis clos, sur l'admission définitive du candidat.

Le résultat de la délibération est inscrit au procès-verbal. Celui-ci atteste que les prescriptions de la loi et du présent arrêté ont été observées. Il est revêtu de la signature du président et de tous les membres du jury qui ont procédé à l'examen. Lecture en est immédiatement donnée en séance publique.

Art. 9. Le jury ne peut prononcer que l'admission ou l'ajournement. Aucun degré de mérite ne peut être ajouté à l'admission ni dans les procès-verbaux, ni dans les certificats délivrés par le jury.

Art. 10. Le candidat qui s'est abstenu, sans motif légitime de se présenter au jour fixé ou qui, étant présent, s'est retiré sans motif légitime, est assimilé aux ajournés. L'appréciation des motifs appartient au jury.

S'ils sont reconnus valables, le candidat est autorisé à se présenter à la fin de la session.

Les certificats médicaux doivent être légalisés par les administrations communales.

Art. 11. Nul ne peut, sous peine de nullité, prendre part, en qualité de membre du jury, à l'examen de son conjoint, d'un parent ou d'un allié, jusque et y compris le quatrième degré.

Art. 12. Les certificats délivrés par le jury sont rédigés et imprimés conformément au modèle annexé au présent arrêté.

Ils portent la signature du président et de tous les membres du jury qui ont assisté à l'examen.

Ils sont délivrés aux récipiendaires revêtus du sceau du Ministère de la Justice et de la légalisation des signatures par un fonctionnaire délégué de ce département.

Art. 13. Le registre des procès-verbaux est clos à la fin de chaque session et remis au Ministre de la Justice.

Art. 14. Le taux des allocations de vacation du président et des membres du jury est fixé comme suit par heure de prestation (séance d'examen, réunion du jury, travail préparatoire ou de correction) :

Président : 250 francs;
Membres : 225 francs.

Les membres qui ne résident pas dans l'agglomération où siège le jury reçoivent une indemnité de voyage égale au prix d'un billet de chemin de fer en première classe.

Ils reçoivent aussi une indemnité de séjour allouée aux conditions prévues pour les agents de l'Etat.

Les membres du jury ont droit aux indemnités prévues pour la catégorie comprenant les rangs 10 à 14, à moins qu'ils ne puissent bénéficier des indemnités prévues pour la catégorie comprenant les rangs 15 à 17.

Si les examens ont lieu un samedi, le domicile est à considérer comme siège de la résidence administrative.

Art. 15. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 janvier 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Art. 8. De tot het schriftelijk examen toegelaten examinandi nemen plaats in de zaal naar de volgorde bij de loting vastgesteld.

Het schriftelijk examen bestaat in het opstellen, in de taal waarover het examen loopt, van een commentaar op een in de andere taal gesteld vonnis of arrest.

Het schriftelijk examen heeft plaats onder toezicht van de examencommissie en duurt twee uur.

De examinandi mogen geen onderling contact hebben; zij mogen zich van juridische boeken, van woordenboeken en van wetboeken bedienen.

Na iedere examenreeks beraadslaagt de examencommissie met gesloten deuren over de uiteindelijke toelating van de kandidaat.

Het resultaat van de beraadslaging wordt vermeld in het proces-verbaal. Daarin wordt verklaard dat de voorschriften van de wet en van dit koninklijk besluit zijn nageleefd. Het is ondertekend door de voorzitter en door alle leden van de examencommissie die het examen hebben afgenomen. Het wordt onmiddellijk voorgelezen in openbare zitting.

Art. 9. De examencommissie kan slechts toelating of uitstel uitspreken. Geen andere graad van verdienste mag aan de toelating worden toegevoegd, noch in de processen-verbaal, noch in de door de examencommissie afgegeven getuigschriften.

Art. 10. De kandidaat die zich zonder wettige reden op de gestelde dag niet heeft aangemeld of die zich, aanwezig zijnde, zonder wettige reden heeft verwijderd, wordt met de uitgestelde kandidaten gelijkgesteld. De examencommissie oordeelt over de aangevoerde redenen.

Worden zij geldig bevonden, dan wordt aan de kandidaat toelating verleend om zich bij het einde van de zitting aan te melden.

De geneeskundige verklaringen moeten door de gemeentebesturen gelegaliseerd zijn.

Art. 11. Op straffe van nietigheid mag niemand fungeren als lid van de examencommissie bij een examen waaraan zijn echtgenoot, een bloedverwant of een aanverwant tot en met de vierde graad deelneemt.

Art. 12. De door de examencommissie afgegeven getuigschriften zijn opgesteld en gedrukt overeenkomstig het bij dit besluit gevoegd model.

Zij worden ondertekend door de voorzitter en door al de leden der examencommissie die het examen hebben bijgewoond.

Na bekleed te zijn met het zegel van het Ministerie van Justitie en de legalisatie van de handtekening door een gemachtigde ambtenaar van dat departement, worden zij aan de examinandi afgegeven.

Art. 13. Het register der processen-verbaal wordt op het einde van iedere zitting afgesloten en aan de Minister van Justitie bezorgd.

Art. 14. Het bedrag van de zittingsvergoedingen toe te kennen aan de voorzitter en aan de leden van de examencommissie is per gepresteerd uur (examenzitting, vergadering van de examencommissie, voorbereidende werkzaamheden of verbetering) bepaald als volgt :

Voorzitter : 250 frank;
Leden : 225 frank.

De leden die verblijven buiten de agglomeratie waar de examencommissie zitting houdt, ontvangen een reiskostenvergoeding gelijk aan de prijs van een treinkaartje in eerste klasse.

Zij ontvangen eveneens een vergoeding voor verblijfkosten, toegekend aan het tarief bepaald voor het Rijkspersoneel.

De leden van de examencommissie hebben recht op de vergoeding bepaald voor de categorie van de rangen 10 tot 14 tenzij zij in aanmerking komen voor de vergoedingen bepaald voor de categorie van de rangen 15 tot 17.

Wanneer de examens plaatsvinden op een zaterdag, wordt de woonplaats geacht de zetel te zijn van de administratieve standplaats.

Art. 15. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 januari 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
M. WATHELET

Anhang

JUSTIZMINISTERIUM

Zeugnis

Aufgrund der Bestimmungen des Artikels 206 des gerichtlichen Gesetzbuches, abgeändert durch das Gesetz vom 15. Mai 1987;

Aufgrund der Bestimmungen des königlichen Erlasses vom 9. Januar 1989 zwecks Abhaltung der Prüfungen, die es den Kandidaten ermöglichen, die sich um eine Stelle als aktiver oder stellvertretender Sozialrichter oder Handelsrichter bewerben, die Bestimmungen des Gesetzes vom 15. Mai 1987 zur Abänderung des Artikels 206 des gerichtlichen Gesetzbuches zu erfüllen;

Wir, Vorsitzender und Mitglieder des Prüfungsausschusses, beauftragt mit der Abhaltung der Prüfung über die Kenntnis der deutschen Sprache, ausgeschrieben für die Kandidaten, die sich um eine Stelle als aktiver oder stellvertretender Sozialrichter oder Handelsrichter bewerben;

In Anbetracht dessen das Herr/Frau/Frl. geboren zu, am, den mündlichen und schriftlichen Teil dieser Prüfung mit Erfolg bestanden hat;

Bestätigen und bescheinigen hiermit, dass Herr/Frau/Frl. den Nachweis der Kenntnis der deutschen Sprache erbracht hat.

Zu Urkund dessen haben wir ihm/ihr dieses Zeugnis ausgestellt.

Gleichzeitig bescheinigen wir, dass die Bestimmungen des Artikels 206 des gerichtlichen Gesetzbuches und des königlichen Erlasses vom 9. Januar 1989 eingehalten wurden.

Ausgestellt zu, am 19...

Der Vorsitzende des Prüfungsausschusses,

Der Sekretär,

Die Mitglieder,

Unterschrift des Inhabers des vorliegenden Zeugnisses
der Inhabering

Geprüft zwecks Beglaubigung der Unterschriften von
Im Auftrag des Justizministers

Annexe

MINISTERE DE LA JUSTICE

Certificat

Vu l'article 206 du Code judiciaire, modifié par la loi du 15 mai 1987;

Vu les dispositions de l'arrêté royal du 9 janvier 1989 organisant les examens permettant aux candidats-juges sociaux ou juges consulaires, effectifs ou suppléants, de satisfaire au prescrit de la loi du 15 mai 1987 modifiant l'article 206 du Code judiciaire;

Nous, président et membres du jury chargé de procéder à l'examen de connaissance de la langue française, établi pour les candidats aux fonctions de juges sociaux ou juges consulaires effectifs ou suppléants;

Attendu que M. le né(e) à, a subi avec succès de l'épreuve orale et l'épreuve écrite dudit examen;

Avons constaté et certifions que M. a justifié de la connaissance de la langue française.

En foi de quoi nous lui avons délivré le présent certificat.

Attestons en même temps que les prescriptions de l'article 206 du Code judiciaire et de l'arrêté royal du 9 janvier 1989 ont été observées.

Donné à Bruxelles, le

Le président du jury,

Le secrétaire,

Signature du porteur du certificat,

Les membres,

Vu pour la légalisation de la signature de MM.

Pour le Ministre de la Justice,